

Déclaration lors du rassemblement devant le CIO le 26 février 2020

par le Collectif contre les JO de Tokyo

Aujourd'hui, des citoyens et citoyennes de plusieurs pays et associations se sont rassemblés afin de contester l'organisation des prochains Jeux Olympiques de Tokyo, dont la tenue à l'été 2020, est de toute évidence inappropriée.

L'accident nucléaire de Fukushima n'est pas terminé et le Japon fait toujours l'objet d'une déclaration d'urgence nucléaire depuis l'accident de 2011. Cela signifie que les niveaux de radio-contamination autorisés pour tous les résidents des zones contaminées ont été relevés à 20 millisievert par personne et par an au lieu du niveau standard de 1 millisievert par an. Cette limite élevée est inacceptable car elle présente des effets néfastes considérables sur la santé de la population japonaise, en particulier pour les enfants et les femmes - femmes en âge de procréer ou femmes enceintes.

Depuis neuf ans et la fusion des trois réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, afin de refroidir de manière continue les coriums ensevelis sous les décombres et gérer les déchets produits, l'accident et sa gestion ont engendré et continue d'engendrer une dispersion de particules radio-actives sur l'ensemble du territoire japonais et dans l'Océan Pacifique. Des millions de sacs de terre contenant des éléments radioactifs (tritium, césium 137, césium 134 et strontium, etc.) sont entreposés voire dispersés sur le territoire japonais. Beaucoup de ces éléments radio-actifs ont une très longue durée de vie .

La préfecture de Fukushima est particulièrement touchée : à divers endroits, la radioactivité dépasse le seuil naturel et/ou autorisé par les instances internationales et scientifiques indépendantes dont ne fait pas partie l'AIEA [dont les objectifs « *sont d'encourager l'utilisation sûre de la science et de la technologie nucléaires à diverses fins pacifiques, y compris la production d'électricité* »]. En octobre dernier, la zone a par ailleurs été frappée par un typhon d'une puissance inédite, faisant planer la menace du sur-accident : les fortes précipitations ont lessivé les sols et les vents violents ont soulevé la poussière, transportant les radioéléments au gré des courants marins et des rafales de vent. Pire, d'énormes sacs de terre contaminée (environ 90) ont été emportés par une rivière en crue, sans que la plupart n'ait été retrouvée. **Incontrôlable, la dissémination de la radioactivité n'est donc pas maîtrisée et ne le sera pas pendant des centaines voire milliers d'années.**

Dans ce contexte, nous affirmons que le premier ministre M. Abe a dissimulé la vérité lorsque, à l'occasion de son audition devant l'Assemblée générale du comité international des J.O. le 7 septembre 2013, il a déclaré :

« Les eaux radioactives sont confinées sur une zone de 0,3 km² sur le port de la centrale de Fukushima Dai-ichi. »

« Aujourd'hui, la centrale de Fukushima Dai-ichi est entièrement sous contrôle. »

« L'accident de la centrale de Fukushima n'a eu et n'aura aucun impact délétère sur Tokyo. »

« L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Dai-Ichi n'a engendré aucun problème de quelque ordre qu'il soit et la contamination radioactive est limitée et parfaitement confinée dans une zone restreinte. »

« Je souhaite affirmer que dans le passé, dans le présent et à l'avenir, aucun problème de santé n'est à craindre. »

D'un point de vue scientifique, ces allégations sont incontestablement fausses. Les retours d'expériences de Tchernobyl et particulièrement des personnes vivant dans des territoires contaminés ainsi que la durée de vie de la plupart des éléments radioactifs rejetés démontrent que **les conséquences sanitaires d'un accident nucléaire majeur ne peuvent pas être circonscrites, ni dans le temps, ni dans l'espace.**

Le choix du trajet de la flamme olympique trahit une volonté de solder les conséquences de l'accident. À peine croyable, le parcours partira du village jusque-là utilisé comme centre opérationnel de gestion de l'accident nucléaire. Il devrait ensuite traverser de larges zones contaminées.

Dans certaines parties de la baie de Tokyo où auront lieu les épreuves de natation du triathlon, l'eau est non seulement trouble et nauséabonde, mais une radioactivité anormalement élevée s'y est accumulée. Et dans la ville de Tokyo, de nombreux « *hot spots* » ont été recensés, sans que de véritables mesures de santé publique aient été prises.

Outre l'alerte lancée concernant l'éventuelle mise en danger de la santé des athlètes, nous dénonçons surtout le choix délibéré des autorités consistant à utiliser un événement à grande audience pour faire croire aux Japonais et au monde entier que les conséquences de l'accident sont terminées. Nous condamnons fermement l'organisation des JO dans la région de Fukushima - en grande partie contaminée - et nous craignons que le spectacle de masse masque la gravité de la situation des populations contraintes d'y vivre. Nous redoutons également que la reconstruction scandée par le gouvernement Abe ne soit présentée comme acquise par les médias à l'occasion de cette grand-messe du divertissement aux enjeux économiques majeurs.

Alors que les pouvoirs publics dépensent des sommes d'argent colossales pour construire de nouvelles infrastructures et promouvoir l'événement, les habitants de Fukushima sont toujours en attente de mesures concrètes pourtant indispensables. Aujourd'hui, près de 100 000 personnes ont été déplacées loin de leur domicile et sont toujours dans l'attente d'être relogées. D'autres vivent sous la pression du risque radiologique ou pire, s'en accommodent : ils consomment des produits contaminés et fréquentent des lieux dangereux pour leur santé.

Dans la préfecture de Fukushima, rien que sur l'échantillon de jeunes enfants bénéficiant d'examens médicaux, le cancer de la thyroïde a été diagnostiqué pour 230 enfants. De plus, de nombreux résidents ont déclaré des maladies jusqu'ici rares dans cette région et que d'autres vont inévitablement se manifester à moyen ou long terme. Face à cette situation, le gouvernement Abe n'a pas daigné réagir et n'a pas mis en place de réelles mesures de suivi sanitaire et médical. En revanche, il a opté pour une politique de relance et de promotion du nucléaire.

La tenue des Jeux Olympiques à Tokyo participe à un mensonge de "reconstruction", qui vise à effacer la gravité de l'accident nucléaire de Fukushima et à garantir l'avenir de l'industrie

nucléaire, au Japon et dans le monde dont est garante l'AIEA. Depuis l'accident, la norme pour l'exposition annuelle maximale à la radioactivité a été relevée comme mentionné ci-dessus et les normes de sécurité alimentaire ont été portées à 100 Bq / kg. Dans ce contexte, les villages des zones contaminées où l'accès était restreint rouvrent les uns après les autres, tandis que le gouvernement et la préfecture suppriment les aides au relogement de tous les « évacués », dont le nombre est objet de contestation à des fins de dissimulation.

Nous considérons la reconstruction de Fukushima, annoncée officiellement à l'occasion des Jeux Olympiques, comme une tromperie, et nous dénonçons l'organisation de cet événement, dans lequel le CIO est complice d'un déni criminel, camouflé par le gouvernement japonais et la majorité des medias grand public.